

Opinions : les promesses d'un candidat la présidence de la République
- suivi (en rouge les promesses tenues)

- I -

Si je suis élu Président de la République, je vous confirme qu'il n'y aura aucune amnistie d'aucune sorte. Cette position découle de l'idée que je me fais de la fonction présidentielle. L'amnistie est à mes yeux une tradition d'un autre âge, injuste dans son principe puisqu'elle assujettit l'application de la loi pénale à la date de commission d'une infraction, et qu'elle est par ailleurs incompatible avec le principe de séparation des pouvoirs.....

- II -

.... Vous savez par ailleurs que les animaux sont déjà considérés comme des êtres sensibles dans le code de l'environnement et le code rural. La modification du Code Civil pourrait s'inscrire dans cette évolution. Elle me semblerait légitime pour les animaux domestiques qui dans bien des foyers font « partie de la famille ».

- III -

Pour autant, je crains que le débat politique autour de cette modification législative n'occulte la réalité du problème et ne permette pas dans les faits de mettre un terme aux pratiques les plus indignes et choquantes. Notre première priorité doit être de faire appliquer la loi car nous avons un arsenal juridique à la hauteur des enjeux.

Me regroupement de l'ensemble des polices au sein d'un même ministère de la sécurité facilitera les contrôles.

- IV -

Quoi qu'il en soit, je pense que certaines évolutions de la réglementation sont nécessaires. Les évolutions de la réglementation doivent viser prioritairement les animaux de compagnie. Les sanctions contre les maltraitances devraient être renforcées.

- V -

A l'inverse, je souhaiterais que nous trouvions une solutions avec les établissements chargés d'accueillir des personnes âgées pour leur permettre de garder à leur côté leur petit animal de compagnie.

- VI -

S'agissant de l'expérimentation animale, je dois reconnaître que la France a effectivement été longtemps en retrait sur les questions d'écologie et de bien-être animal. En décembre 2001, 23 directives dans ces domaines n'avaient pas été transposées. A ce jour, seule une directive, celle concernant les OGM, n'est pas pleinement transposée. La priorité est d'appliquer la réglementation européenne pour le bien être animal.

L'application de REACH est un enjeu majeur pour la sécurité sanitaire. Il faudra imposer es expérimentation alternatives à l'expérimentation animale lorsqu'elles sont possibles à un coût équivalent. C'est une mesure de bon sens dès lors que la fiabilité de l'expérimentation et son coût sont identiques.

- VII -

Sur bien des points, notre pays est spécifique. La place de l'animal y est plus importante qu'ailleurs car les français ont plus d'animaux domestiques, car la faune et la flore sauvage sont plus importantes, car l'élevage est plus important. Ce sont des atouts et des réalités auxquels nous sommes tous attachés et qui expliquent la position spécifique de la France. Je puis vous assurer que la France ne sera pas en retrait de l'évolution européenne pour une meilleure prise en compte de la question animale et tout particulièrement pour les animaux de compagnie.

- VIII –

S'agissant de l'élevage, la priorité doit être donnée aux contrôles pour faire assurer le respect de la réglementation existante. Le monde agricole a connu des réformes importantes dans un délai très court, qui ont profondément modifié ses pratiques, il faut aussi reconnaître les efforts menés.

- IX –

Sur la question du trafic d'animaux, je veux m'engager très clairement. 20 millions d'animaux domestiques partagent la vie de 10 millions de foyers. C'est à l'évidence une source de profits pour des réseaux mal intentionnés. On estime que 100 000 animaux entrent de manière illégale que notre territoire pour être commercialisés après avoir été élevés dans des conditions indignes.

Cette réalité confirme la nécessité de mieux encadrer le commerce des animaux de compagnie. Il pourrait être limité aux éleveurs agréés et aux associations reconnues telles que la SPA. La vente par des particuliers est difficilement contrôlable et la vente des animaleries assimile les animaux de compagnie à un bien de consommation courante. Sans doute faut-il également rendre obligatoire la stérilisation des animaux dans les refuges avant leur adoption. A l'évidence, le renforcement des contrôles routiers et dans un premier temps celui des établissements mettant en vente ces animaux doivent permettre d'assainir ces pratiques.

- X –

Enfin, je pense que la priorité doit être donnée à l'éducation des enfants, notamment à l'égard des animaux domestiques. La sensibilisation des enfants aux questions de maltraitance, à l'irresponsabilité d'un abandon est un puissant facteur d'évolution des mentalités. Cette éducation peut faire partie de l'éveil aux questions d'écologie et de développement durable.

Remarques :

III : 1 – « appliquer la loi ». C'est noté, les associations s'y emploient. Encore faut-il que les services de l'état, telle le DDSV (Division Départementale des Services Vétérinaires) se mobilisent sérieusement lorsqu'une enquête est demandée par les associations de défense des animaux, ce n'est pas toujours le cas. Or, lorsque les associations se décident à porter plainte, compte tenu de frais d'enquête, d'avocats et du temps passé, la plainte est en général justifiée.

2 – « appliquer la loi » : c'est aussi publier les décrets d'applications des lois existantes. Les associations attendent toujours le décret de la loi 99-05 du 6-1-99 relative aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux....

VI – A compléter par la réponse faite par Nicolas Sarkozy 30 millions d'amis.

2- L'expérimentation animale : « *Prendrez-vous la décision de promouvoir une politique volontariste de recherche, de validation et de mise en œuvre de techniques expérimentales n'utilisent pas l'animal comme modèle biologique ?* »

Il faut appliquer à la lettre la directive européenne que vous citez. Elle implique, à mon sens, la nécessité de pratiquer une politique de recherche systématique de toutes les méthodes permettant de développer des techniques alternatives aux expériences animales. C'est, je crois, le moyen le plus efficace pour faire reculer l'expérimentation animale. Je propose que les entreprises dont les recherches ou les investissements permettent de développer ces techniques alternatives bénéficient d'un crédit d'impôt spécifique.

C'est noté, les associations s'occuperont de faire des propositions concrètes.

VIII - A compléter par la réponse faite par Nicolas Sarkozy à 30 millions d'amis

2 – Elevage

« Prendrez vous la décision de promouvoir des animaux de ferme aux lieux où ils sont nés – évitant ainsi les transports vers d'autres pays pour engraissement – et la création d'abattoirs régionaux implantés à proximité des lieux de production ? »

« Prendrez vous la décision d'en finir avec l'inacceptable mode d'élevage intensif, et plus généralement, de réorienter la production animale vers un élevage respectant les besoins comportementaux et physiologiques des animaux de ferme ; et conforme au désir des consommateurs de disposer de produits de qualité ? »

Ce serait l'idéal. Je crois que la recherche du bien-être animal doit faire partie intégrante du cahier des charges de nos filières d'élevage. Le monde agricole a d'ailleurs déjà fait beaucoup de progrès en ce sens. J'aiderai les éleveurs à poursuivre les efforts qu'ils ont accomplis. Par ailleurs, je veux encourager le développement d'une agriculture et d'un élevage durables, en proposant une TVA à taux réduit sur les produits qui en seraient issus et en incitant les cantines scolaires à les utiliser en priorité.

IX – « mieux encadrer le commerce des animaux de compagnie », à quand les décrets d'application de la loi 99-05 du 6-01-99 ? .. , le cadre est alors ?

X – « la sensibilisation des enfants aux questions de maltraitance » Pourquoi alors continuer à autoriser l'entrée des enfants aux courses de taureaux ?

Pourquoi autoriser les écoles de tauromachie ? qui permettent à des enfants et à des adolescents de s'entraîner « in viva » avec maladresse inhérente à tout débutant, maladresse génératrices de souffrances intolérables et d'habitude à ne pas voir « l'autre » dès lors qu'il est classé par la société dans une catégorie autorisant

Ensemble tout devient possible.

P.j. 1 : lettre de Nicolas Sarkozy à Stephen Laurent .